

LE MONDE – 29 AVRIL 2026

Présidentielle, l'impossible rupture

di Françoise Fressoz

L'histoire de la V^e République ne rebute visiblement pas les ambitieux. Sur les 28 chefs de gouvernement qui se sont succédé à Matignon depuis que la Constitution de 1958 a été promulguée, deux seulement sont parvenus à se faire élire président de la République. Ce fut le cas de Georges Pompidou, en 1969, deux mois après le référendum perdu par le général de Gaulle, et de Jacques Chirac, en 1995, dix-neuf ans après avoir claqué la porte de la rue de Varenne. Beaucoup d'autres prétendants, comme Dominique de Villepin, Alain Juppé, François Fillon, Michel Rocard, Laurent Fabius, Lionel Jospin, ont dû admettre que pour eux l'ascenseur du pouvoir s'était arrêté du côté de la rive gauche de la Seine.

En ce mois d'avril, deux anciens premiers ministres d'Emmanuel Macron, Edouard Philippe et Gabriel Attal, se défient par sondages interposés. Deux autres – Jean Castex, qui a exercé la fonction entre 2020 et 2022, et Sébastien Lecornu, qui l'assume en ce moment – sont cités comme de possibles recours au cas où les deux autres ne parviendraient pas à s'imposer. Cette inflation n'est qu'une demi-surprise quand on se souvient de ces mots de Georges Pompidou : « *Au moment où le nouveau premier ministre gravit les marches de Matignon, il commence à penser à l'Élysée.* »

Si l'on ajoute à cela la gravité de la situation internationale et le nombre impressionnant de crises que le pays traverse depuis près de vingt ans, on comprend que les plus capés s'estiment les mieux à même d'affronter le ou la candidat(e) du Rassemblement national dont la force, mais aussi la grande faiblesse, est de n'avoir jamais touché aux manettes du pouvoir exécutif.

Edouard Philippe et Gabriel Attal ont en commun de disposer d'un parti et d'un trésor de guerre qui leur permet d'aborder 2027 de façon plus sereine que d'autres prétendants. Le premier a créé Horizons à sa sortie de Matignon, qu'il occupa de

2017 à 2020. Le second, à Matignon de janvier à septembre 2024, est parvenu à se faire élire secrétaire général du parti présidentiel Renaissance en décembre de la même année, sans bénéficier de l'aval du chef de l'Etat. Un crime de lèse-majesté qui nourrit le contentieux entre les deux hommes.

A 55 ans, le maire du Havre (Seine-Maritime) apparaît comme le candidat favori du bloc central en recueillant sur sa personne entre 20,5 % et 25,5 % des intentions de vote, selon un sondage Elabe pour *La Tribune Dimanche* du 29 mars. Ce proche d'Alain Juppé n'ignore cependant pas que cette position n'est pas forcément la plus confortable un an avant l'échéance présidentielle. A 37 ans, le patron de Renaissance, qui est aussi parvenu à se faire élire président du groupe parlementaire Ensemble pour la République, confirme sa réputation d'homme pressé en publiant *En homme libre* (L'Observatoire, 300 pages, 22 euros), prélude à son entrée en campagne pour tenter de bousculer le jeu, lui qui a été le plus jeune secrétaire d'Etat, puis le plus jeune premier ministre sous la V^e République.

Edouard Philippe comme Gabriel Attal doivent tout à Emmanuel Macron, qu'ils ne connaissaient pas avant d'être propulsés à Matignon car l'un venait de la droite et l'autre de la gauche. Les deux hommes ont cependant vécu la dissolution de l'Assemblée nationale, en juin 2024, comme une gifle et cela a signé une rupture profonde avec le président de la République. Le premier est même allé jusqu'à appeler à sa démission, en octobre 2025. Le second consacre une large partie de son livre à raconter l'état de sidération dans lequel l'a plongé cet épisode, qu'il qualifie d'« *une des décisions politiques les plus funestes de la V^e République* ».

Droit d'inventaire

Le paradoxe est que tous deux ne peuvent pas assumer une rupture totale avec le président sortant, parce qu'il existe encore un socle macroniste qui leur est indispensable. Edouard Philippe a beau se revendiquer de droite, il reste, pour le moment, bien campé sur l'espace allant du centre gauche au centre droit. Gabriel Attal chasse sur les mêmes terres. Dans leur récent positionnement, il n'est donc plus question de proclamer la rupture avec le chef de l'Etat, comme l'avait fait Nicolas Sarkozy vis-à-vis de Jacques Chirac en 2007. Il s'agit plutôt de revendiquer un droit

d'inventaire, exercice somme toute assez sain, a fortiori quand on a été associé de près à l'exercice du pouvoir.

A propos du réarmement de la France, du soutien à l'Ukraine, de la nécessité pour l'Europe de se vivre, enfin, comme une puissance, les deux prétendants ne trouvent pas grand-chose à redire à l'héritage. Leur principale critique porte sur l'exercice du pouvoir, la difficulté qu'éprouve Emmanuel Macron à déléguer, sa propension à se vivre comme le seul acteur d'un double quinquennat qu'il aura voulu composer de bout en bout à sa main.

Le constat qu'ils font d'une France qui a profondément besoin d'être réformée, en raison d'un modèle social à bout de souffle, d'une éducation nationale en déclin, d'une laïcité attaquée et d'une demande d'autorité grandissante, est assez proche. Ni l'un ni l'autre n'ont, cependant, à ce stade, résolu la question de la façon d'y parvenir. Dans son livre *Le Prix de nos mensonges* (JC Lattès, 2025), Edouard Philippe préconise, dans la foulée de l'élection présidentielle, une série de référendums pour tenter de faire passer des réformes difficiles, sans garantie de succès. Plus horizontal, Gabriel Attal prône le partage du pouvoir avec les syndicats et les collectivités locales.

Dans leur volonté de trouver un chemin pour le pays, les deux hommes ne peuvent faire comme si la période actuelle n'était qu'une parenthèse, thèse qu'ils ont pourtant défendue l'un et l'autre. A force de durer et d'endurer dans un contexte politique particulièrement difficile, Sébastien Lecornu, qui se définit comme un gaulliste social, pourrait bien avoir quelques leçons à leur donner.